



# Entretien croisé

Relance, puissance et  
appartenance européennes

Avec Marie-Pierre Vedrenne et David  
Cormand, députés européens

★ ★ ★

Par Gwendoline de Boé et Corentin Gorin

EuropaNova

# Entretien croisé

## Relance, puissance et appartenance européennes

Août 2021

### AUTEURS

Gwendoline de Boé et Gwendoline de Boé

### RETRANSCRIPTION

Loriane Conort

### ÉDITION

Alexis Petitcuénot

### SUPERVISION

Elise Bernard et Edouard Gaudot

### DIRECTRICE DES ÉTUDES

Dr Elise Bernard

### DIRECTEUR GÉNÉRAL D'EUROPANOVA

Corentin Gorin

### ATTRIBUTION

No Commercial Use - No Modification 3.0 France (CC BY-NCND 3.0 FR)

### PROPOSITION DE CITATION

De Boé G. et Gorin C.. Entretien croisé avec David Cormand et Marie-Pierre Vedrenne. EuropaNova. Août 2021

### PHOTO DE COUVERTURE

©Unsplash, photo de David Levêque

©Unsplash, photo de Frederic Köberl

### GRAPHISME

Design : [www.klar.graphics](http://www.klar.graphics)

Mise en page : Alexis Petitcuénot

### EuropaNova

64 bis avenue de New York, 75016,  
Paris, France

[contact@europanova.eu](mailto:contact@europanova.eu)

[www.europanova.eu](http://www.europanova.eu)



EuropaNova

**« Relance, puissance, appartenance », c'est le triptyque choisi par la France pour sa présidence du conseil de l'UE, qui va commencer au prochain semestre. Sans rentrer dans les détails, que vous inspire tout d'abord cette devise à l'un et à l'autre ?**

### Marie-Pierre Vedrenne

Merci tout d'abord de l'invitation, et de cette sollicitation pour parler spécifiquement des enjeux de la présidence française. Sur votre question « qu'est-ce que m'inspire ce triptyque », moi je pense que ce sont, au-delà de la rime qui est trouvée, des enjeux fondamentaux sur lesquels nous devons travailler, sur lesquels la France a des positionnements particuliers à porter. Sur la relance, c'est une évidence. Il nous faut construire la relance, et une relance qui soit juste socialement, qui soit créatrice d'emploi, qui réponde aux enjeux aussi du développement durable, donc c'est essentiel maintenant de favoriser la mise en œuvre du plan de relance, tout en se projetant dans l'avenir.

La question de la puissance, c'est fondamental. C'est comment l'Union européenne assume davantage sa souveraineté, comment d'une part on convainc nos partenaires autour de cette notion d'autonomie stratégique qui est maintenant prise par l'ensemble des partenaires, mais comment on avance pour créer véritablement, pour l'Union Européenne, du leadership. Et puis l'appartenance, bien évidemment, c'est essentiel à la fois sur le volet social qui est un des enjeux de ce volet appartenance avec des sujets tels que le salaire minimum, mais aussi sur le volet citoyen. Comment on fait comprendre aux citoyens français mais même au-delà, dans tous les pays membres de l'Union européenne, qu'on a beaucoup plus à partager et à faire ensemble, que seulement être focalisés sur un repli national comme le prônent certains.

Donc, je pense que c'est un des bons angles de travail sur lequel on doit maintenant - tous les Français, de tout bord politique - se retrouver pour avoir une présidence française qui ait à son tableau de bord en quelque sorte de nombreux succès.

### David Cormand

Le problème de ces trois termes, « relance, puissance, appartenance », c'est qu'ils ne disent pas grand-chose de ce qu'on fait. Relance, c'est la relance de quoi ? Du modèle économique tel qu'il est, ou est-ce que c'est autre chose ? Puissance, c'est quel type de puissance ? Et appartenance, c'est l'appartenance à quoi ?

Moi, en termes de triptyque, j'aurais préféré « transition, fédéralisme, et solidarité », puisqu'il y a besoin de faire bifurquer le modèle actuel. Or, la relance ça n'est pas vraiment ce que ça indique, ça indique même plutôt l'inverse puisqu'on relance ce qui existe déjà. Puissance, moi je me méfie du terme de l'Europe-puissance : on est dans un moment géopolitique compliqué, je pense que, d'abord, il faut consolider l'organisation européenne, mais on y reviendra je pense, avec un saut fédéraliste. En termes d'appartenance, là aussi je me méfie de ce terme, parce que comme vous en avez parlé tout à l'heure, il y a la menace illibérale, on y reviendra aussi, est-ce cette appartenance là que nous voulons ? évidemment non.

Donc je crois que le terme « solidarité » aurait été un terme plus adapté. Je comprends la nécessité de trouver un concept pour ramasser un peu tous les sujets qu'on doit évoquer mais je ne trouve pas forcément que le choix de ces termes soit forcément signifiant en termes d'orientation politique souhaitable pour l'Union.

### Marie-Pierre Vedrenne



Députée européenne, groupe Renew Europe.

### David Cormand



Député européen, groupe des Verts/Alliance libre européenne.



**Alors pour commencer sur le chapitre de la relance, on peut se féliciter de l'accord sur le budget, le cadre financier pluriannuel 2021-2027, associé au plan de relance et avec une capacité d'emprunt pour l'UE en tant qu'entité autonome. Cet accord a été célébré par certains comme le moment Hamiltonien de l'Europe, une étape importante sur la voie de l'intégration politique du continent, et une réussite de la politique européenne d'Emmanuel Macron. Partagez-vous l'enthousiasme de certains commentateurs, ou pensez-vous au contraire que c'est insuffisant au regard des enjeux et de ce que font nos partenaires, aux États-Unis par exemple ?**

interrogés par

**Gwendoline de Boé**



Chargée de projets

**Corentin Gorin**



Directeur Général  
EuropaNova France

**David Cormand**

Oui, je me rappelle ce terme de moment Hamiltonien. Entre nous, je pense que c'était un peu excessif. Après, ça n'empêche pas d'acter que oui, c'est inédit le fait d'avoir obtenu une mutualisation des dettes, c'est-à-dire une forme de solidarité sur « qui va payer la dette », ça, c'est une avancée.

Le problème, c'est que dans les faits, ça s'avère être un jeu insomnieux. Je m'explique : cette dette mutualisée est garantie par quoi ? Par le budget de l'Union européenne. Or, aujourd'hui, on n'a pas encore obtenu les moyens d'assurer des recettes propres européennes supplémentaires pour garantir le financement du remboursement de cette dette mutualisée sans que cela soit au détriment du budget général de l'Union européenne.

Par ailleurs, en termes de volume, on voit bien, et si on fait la comparaison avec les États-Unis, qu'on est en dessous de ce qu'il faudrait faire. D'ailleurs, le Parlement européen, dans une majorité très large, puisque cela allait de la gauche jusqu'au PPE en passant par tous les autres, avait voté 2000 milliards au lieu des 750 milliards à la fin. Et nous, les Verts, on voulait mettre 5000. Mais même au Parlement, il y avait un consensus textuel pour 2 000. Donc j'ai un peu un sentiment d'inachevé. C'est-à-dire que dans la période à la fois de crise liée au Covid mais aussi de crise économique avec la crise écologique, je pense qu'on est en deçà de ce qu'il faudrait faire, et on n'est plus à l'heure des petits pas.

Donc je pense que « moment Hamiltonien », c'est excessif, dire que c'est une avancée, c'est vrai, mais j'ai peur que l'inertie du fonctionnement de l'Union, et notamment du surpoids du Conseil, c'est-à-dire des États-nations dans le fait de freiner les avancées fédéralistes dont nous aurions besoin, fasse que ce moment Hamiltonien passe bien vite et qu'on revienne à *business as usual*. Donc c'est ça qui se joue, et qui va notamment se jouer pendant la présidence française.

**Marie-Pierre Vedrenne**

Alors, je reprends les mots de David Cormand, il l'a quand même dit, c'est inédit. Et je pense qu'effectivement c'est inédit que l'Union européenne fasse ce pas de véritablement s'endetter en commun, c'est à souligner. Je pense qu'aux moments où l'Union européenne fait des pas significatifs, il faut le dire. Notamment pour nos concitoyens qui pouvaient avoir des doutes sur cette capacité européenne à créer véritablement ce plan de relance. Je pense que le président de la République, Emmanuel Macron, a joué un rôle considérable.

Je rejoins aussi David Cormand sur le surpoids du Conseil et je crois que c'est un enjeu très fort sur lequel le Parlement européen doit se positionner, il l'a dit aussi : le Parlement européen avait des propositions plus ambitieuses, et il faut qu'on continue à avancer et à porter aussi cette volonté-là d'avoir une capacité budgétaire qui soit beaucoup plus forte. Nous devons aussi continuer à travailler sur les ressources propres, parce qu'il y a eu aussi des accords sur ces points-là,

*Le Parlement européen doit passer de l'adolescence à l'âge adulte, pour justement contrebalancer le poids du Conseil.*

Marie-Pierre Vedrenne

et sur la taxe sur les services numériques et le mécanisme carbone. Le Parlement européen doit continuer à jouer un rôle fondamental. Il doit passer aussi peut-être du stade où il dit « je ne vais pas voter telle ou telle chose ». Et il ne le fait pas aussi nécessairement. Le Parlement européen doit passer de l'adolescence à l'âge adulte, pour justement contrebalancer le poids du Conseil.

Après je pense que du côté de l'échiquier politique français on a été nombreux à dire que ce plan de relance, on le salue, il est important, il est là, mais il ne sera peut-être pas suffisant. Nous sommes plusieurs à dire que les politiques du quoi qu'il en coûte, ou la mise en place d'un nouveau plan de relance, cela peut être intéressant. Par contre, on constate quand même qu'une partie de certains des Etats membres sont dans le retour d'une certaine rigueur budgétaire, ou nous disent, si je prends par exemple la ministre socialiste suédoise, qui me dit qu'on ne peut pas avoir de nouveau plan de relance.

Donc, comment doit-on continuer à dire qu'il faut avancer, qu'il faut avancer pour des investissements qui soient plus importants et qui favorisent véritablement les réponses aux transitions à la fois environnementales et digitales ? Je pense que le Parlement doit continuer à être cette aiguillon vis-à-vis d'un Conseil ou d'une Commission qui sont toujours parfois positionnés seulement sur le remboursement de la dette.

**Alors justement vous parlez de transition digitale, le numérique fait partie des éléments stratégiques pour la relance mais, par exemple, le programme Horizon EU a été doté de 80 milliards d'euros et non des 100 milliards d'abord escomptés. Ce signal, est-ce qu'il colle pour vous avec les ambitions affichées par l'Europe dans la course aux technologies, de la 5G à l'intelligence artificielle ?**

**Marie-Pierre Vedrenne**

Ça a été dit, on l'a dit tous les deux, je crois que le Parlement européen avait des ambitions budgétaires, que ça soit sur le cadre global et aussi sur certaines politiques, plus fortes, il y a eu des victoires, notamment peut-être sur le volet santé, mais effectivement sur le volet du numérique on aurait aimé une enveloppe plus forte.

Après je pense qu'il y a plusieurs choses : il y a à la fois le levier financier, et puis le levier « comment on devient justement une puissance numérique », qui ne passe pas forcément par le levier financier. Le cadre aussi législatif, on va avoir tous les travaux autour du Digital Single Market, autour du DMA. Comment avance-t-on pour être aussi une puissance ? Donc je pense qu'il y a le volet normatif, qu'il ne faut pas négliger.

Après je pense que, parfois, l'Union européenne a tendance à se rabaisser d'elle-même. On a l'impression de découvrir le sujet de l'intelligence artificielle. Pour autant, on a en France et même en Europe, ou sur la 5G ou sur d'autres technologies, des avancées considérables. Et il faut qu'on continue justement à favoriser un cadre qui puisse faire en sorte qu'on ne soit pas toujours pris en étau à la fois entre la Chine et à la fois entre les États-Unis.

Donc ne nous focalisons pas que sur le fait que l'enveloppe n'ait pas été aussi importante qu'on aurait souhaité, mais favorisons d'autres leviers, d'autres croisements de financements, pour pouvoir ne pas être la remorque des États-Unis et de la Chine.

### David Cormand

Oui, ça mériterait une séance rien que là-dessus, mais je vais être bref rassurez-vous. Premièrement, il faut comprendre que l'Union européenne est un nain budgétaire. Pour donner un ordre d'idée, les États-Unis d'Amérique, leur budget fédéral - qui bien sûr ne couvre pas les mêmes compétences que l'Union européenne -, c'est entre 25 et 30% des richesses produites. Pour l'Union européenne, c'est à peine plus de 1%. Donc une fois qu'on a dit ça, on comprend que la capacité d'accompagnement, de force de frappe budgétaire de la puissance Union Européenne pour booster un secteur économique, ce sont des sommes qui ne sont pas suffisantes.

La deuxième question là-dessus, ce qui me trouble c'est que là on part d'un postulat au niveau de l'Union européenne, c'est que la transition écologique et la transition numérique, c'est la même chose, ou en tout cas, par nature, que la transition que l'on appelle numérique accompagnerait le Green Deal. Or, rien n'est plus faux. L'innovation technologique autour du numérique et de l'intelligence artificielle ne va pas, par nature, comme par magie, permettre le Green Deal. Aujourd'hui, les éléments dont on dispose sont plutôt l'inverse : ce qu'on appelle le capitalisme de surveillance, qui est accouplé avec le capitalisme de plateforme, a des effets pervers, à la fois en matière écologique et à la fois en matière sociale, par exemple avec l'uberisation du travail. On voit que la qualité de la défense des salariés, avec la numérisation du travail, recule plus qu'elle n'avance. Donc moi je regrette que dans cette réflexion sur le modèle numérique européen, on se lance dans une forme de course avec les États-Unis et la Chine, alors qu'un modèle alternatif aurait pu être pensé.

Et pour finir, il faut comprendre que lorsqu'on parle de 5G et 6G, et de l'intelligence artificielle, c'est qu'on parle de nouvelles infrastructures qui vont structurer le capitalisme, en tout cas le modèle économique des décennies qui viennent. Et de la même façon que l'accès aux énergies fossiles et les progrès techniques de l'époque ont produit la révolution industrielle, la révolution numérique va créer des mutations aussi profondes au niveau du travail, au niveau environnemental, au niveau de nos liens sociaux, qui ne sont pas suffisamment analysées par l'Union européenne. Et moi j'aurais aimé qu'on ait des études d'impact beaucoup plus solides sur ce que ça va modifier sur le rapport à la consommation, sur la protection de notre vie privée, sur la modification de notre façon de travailler, sur tous ces sujets-là. Or, là on est un peu dans une croyance uniquement techniciste qui dit que l'on doit forcément faire ça. Et donc on n'a pas assez parlé de low-tech, pas encore en tout cas, de réparabilité, d'obsolescence prématurée, de ce qu'on fait de la publicité ciblée, de ce qu'on fait de tous ces sujets. Donc c'est un débat qui doit rester ouvert, où on peut avoir une valeur ajoutée par rapport à ce qui est en train de se faire ailleurs, avec ces révolutions technologiques.

*L'innovation technologique autour du numérique et de l'intelligence artificielle ne va pas, par nature, comme par magie, permettre le Green Deal.*

David Cormand

**Alors vous parliez d'environnement, l'autre élément de la relance c'est effectivement ce fameux Green Deal. Les ambitions climatiques affichées par l'UE sont en train de prendre forme législative : la loi climat, la réforme de la PAC, sur laquelle la Présidence portugaise a été critiquée pour cet accord sur la nouvelle PAC conclue le 25 juin. Ce précédent, est-ce qu'il vous inspire confiance pour les textes à venir, et qu'est-ce qu'on peut attendre de la présidence française sur ces sujets-là ?**

#### **David Cormand**

Je vais être court là-dessus mais hélas le coup est parti pour la PAC. C'est ce que l'on disait tout à l'heure, c'est le rôle du Conseil qui, en réalité, revient la plupart du temps sur ce qu'a fait le Parlement, mais sur la PAC spécifiquement, le ver était dans le fruit, sans mauvais jeux de mot. La PAC qui a été discutée au Parlement a été discutée sur une base qui avait été élaborée lors de la précédente mandature. C'est-à-dire que nous on est arrivés en 2019, le socle sur lequel on a été enjoints à discuter avait été fait par le précédent Commissaire à l'agriculture et par l'ancienne commission AGRI de l'ancienne mandature. Et donc, on a été autorisés à discuter à la marge, mais sur une logique qui n'était pas du tout celle du Green Deal.

Quand l'Union Européenne dit qu'il faut faire moins 55% de rejet de CO2 en 2030, et quand on sait que la PAC c'est 40% à peu près du budget de la Commission européenne, c'est impossible de prétendre qu'on fait le Green Deal sur cette mandature là sans revenir sur les fondements même de ce que finance et de ce que doit financer la PAC. Donc nous en tout cas, du côté des Verts, on est sidérés par le manque d'ambition de cette PAC, et j'ai envie de vous dire la Présidence portugaise elle n'a fait que parachever quelque chose qui était déjà fort mal embarqué, mais là-dessus il faut admettre que même au Parlement européen il n'y avait pas de majorité volontariste pour changer de modèle agricole au niveau de l'union et donner une impulsion radicale, ce qui était dans la précédente PAC.

#### **Marie-Pierre Vedrenne**

Peut-être juste sur la PAC, puis plus généralement sur le Green Deal par rapport à votre question : évidemment je pense qu'on aurait pu, notamment sur les ambitions en matière de cohérence avec le Pacte Vert, avoir une politique agricole commune qui soit plus verte, aller plus loin sur les critères sur les éco-régimes etc. Il y a des choses qui devront continuer d'être mises en œuvre, et qui seront aussi dépendantes des plans nationaux stratégiques. Et puis les places dans chacune des régions, moi je viens d'une région en Bretagne où la place de l'agriculture est extrêmement importante, il y a eu par exemple des accompagnements qui ont été faits dans la précédente mandature par le conseil régional, avec les mesures agro-environnementales, pour développer plus d'agriculture biologique notamment.

Donc je pense qu'il y a quand même des avancées avec cette Politique Agricole Commune, qui permettront qu'elle soit plus verte, plus juste, et qu'elle soit aussi plus rémunératrice pour nos agriculteurs. Parce que l'enjeu derrière, sur notre modèle agricole, c'est qu'on veut aussi produire sur notre territoire, on ne veut pas dépendre d'un soja que l'on va importer du Brésil, donc il faut être prudent aussi sur la façon dont on accompagne nos agriculteurs.

*On a tous identifié le Mécanisme Carbone comme une des priorités de la présidence française, ce sera notre travail qu'il soit le plus ambitieux possible.*

Marie-Pierre Vedrenne

Après, plus globalement, sur « est-ce que cela crée un précédent qui mettrait à mal le Green Deal », je ne crois pas, et je crois que justement la France au travers de cette volonté de dire dans ce fameux triptyque dont on a débattu au début sur la relance et sur la puissance, quand on parle de puissance c'est aussi la puissance en termes de leadership environnemental sur la scène internationale, comment on embarque les États-Unis, comment on embarque la Chine, et aussi les enjeux relatifs au changement climatique.

On ne réussira pas ces enjeux sans embarquer les États-Unis et la Chine. Donc c'est à nous de porter ces problématiques-là pendant la présidence française, on a tous identifié notamment le Mécanisme Carbone comme une des priorités de la présidence française, donc ce sera notre travail de continuer à avoir un Mécanisme Carbone qui soit le plus ambitieux possible, embarquer toutes les filières, parce que quand on parle de Green Deal on n'est pas que focalisés sur la Politique Agricole Commune, on doit travailler avec les industries, avec tous les secteurs ; le bâtiment, etc, donc à nous d'être pro-actifs pour avoir une réussite dans la perspective aussi des futures COP.

**Alors justement, au chapitre de la puissance, la France, par la voix d'Emmanuel Macron insiste régulièrement sur la notion d'autonomie stratégique, par exemple au G7 en Cornouaille, il dit que l'Europe a « besoin de construire le cadre de son économie stratégique, en matière économique, industrielle, technologique, de valeur militaire. ». Depuis, les premières communications de la PFUE 2022 ont élargit le terme aux technologies, aux investissements étrangers mais aussi au climat. Que signifie l'autonomie stratégique européenne du point de vue des politiques climatiques ?**

#### **David Cormand**

Alors ça moi je ne saurais pas dire ce que ça signifie pour le Président de la République, je n'aurais pas la prétention de le dire. En tout cas si on veut parler d'autonomie stratégique, l'autre façon d'appeler ça c'est la souveraineté, pas au sens de souveraineté nationale mais au sens d'indépendance. C'est reprendre le contrôle sur ce dont dépend notre subsistance. Et là, ce qu'il faut comprendre c'est que, historiquement, l'entité géographique occidentale européenne a une prospérité qui s'est construite sur l'accaparement de ressources et de matières premières qui sont extérieures à nos frontières : ça c'est quelque chose qu'il faut vraiment avoir à l'esprit, c'est à dire que l'Europe Puissance, c'est une Europe expansive, c'est-à-dire raide sur ses frontières quand il s'agit d'accueillir des gens, mais par contre c'est les « frontières Gore Tex », c'est que dans un sens ça ne peut pas passer, mais dans l'autre sens quand il s'agit d'aller chercher ce dont nous avons besoin pour notre prospérité économique, là il n'y a pas d'état d'âme à avoir.

Et là, la situation nouvelle c'est qu'on a à faire à des nouveaux acteurs qui vont, eux aussi, aller chercher ces ressources. C'est, bien sûr les États-Unis, mais c'est aussi également évidemment la Chine. Donc pour moi, l'autonomie stratégique de l'Union, je reprendrai le terme de Bruno Latour, c'est « atterrir », construire une puissance européenne, mais qui n'est plus dans une logique expansive, mais qui est dans une logique d'économie davantage circulaire. Donc c'est le renouvelable, la fin du fossile, c'est une forme de sobriété, ça veut dire des modèles économiques très économes d'un point de vue environnemental mais très intenses en emploi.



Je pense qu'il y a un nouveau rêve européen, une nouvelle vision européenne qui ne peut pas être la reproduction de ce que nous avons fait jusqu'à maintenant, c'est-à-dire encore une fois une vision expansive prédatrice pour d'autres territoires du monde, mais qui intègre complètement que pour la subsistance des européennes et des européens, il faut avoir la capacité de produire le plus possible sur notre territoire avec des matières premières qui sont recyclées etc.

C'est pour ça que j'interrogeais tout à l'heure le terme d'Europe puissance, c'est que le terme en lui-même ne suffit pas à définir de mon point de vue une vision stratégique de « qu'est-ce que fait l'Union européenne dans le demi-siècle qui vient ». Est-ce qu'on reproduit un modèle qu'on a déjà vu qui a montré ses limites, voire les injustices, c'est une vision universaliste mais impérialiste, ou est-ce qu'on a une vision plus apaisée avec les autres territoires du monde et qui reconstruit une puissance économique qui repose moins sur la prédation sur des matières premières extérieures, et je pense que vous avez compris l'idée.

### **Marie-Pierre Vedrenne**

Déjà je dirais que globalement la notion d'autonomie stratégique d'un État à un autre, elle n'est pas nécessairement entendue de la même façon. Effectivement, derrière, c'est la notion de souveraineté, mais vous l'avez constaté aussi, pour que ce concept ait été adopté par l'ensemble des États européens, la Commission européenne a rajouté l'autonomie stratégique ouverte. Nous généralement en tant que Français, on enlève le mot « ouverte » mais c'est quand même ce concept qui est commun à l'échelle de l'Union européenne, et c'est vrai que j'ai un peu du mal à voir « autonomie stratégique ouverte », c'est un drôle d'oxymore. Et comment avance-t-on pour justement avoir cette capacité de ne plus dépendre à la fois des États-Unis, à la fois de la Chine, et d'autres acteurs, étatiques mais aussi acteurs économiques. Je pense par exemple aux GAFAs. Et comment on repense notre modèle pour répondre aux enjeux du changement climatique ?

Je crois que, avec la présidence française, nous allons avoir cette ambition. Je l'ai dit à plusieurs reprises depuis le début de notre échange, la notion de puissance je la vois non pas dans une logique d'opposition vis-à-vis d'autres acteurs, mais dans une logique de leadership. On a un modèle différent que celui des États-Unis ou que celui de la Chine, on a d'autres visions à apporter et on doit avoir ce rôle-là, notamment en matière climatique comme je le disais tout à l'heure.

Je parlais du mécanisme carbone à l'instant, là aussi je crois que ça peut se retrouver au niveau de la présidence française. On a tout le travail qui est en train d'être fait sur le marché carbone, là aussi, comment la France joue un rôle de leader pour répondre aux enjeux du changement climatique au travers de cette notion d'autonomie stratégique, comment on le décline dans l'ensemble de nos politiques. Parce que je crois que ce qu'on n'a pas abordé aussi jusqu'à présent c'est la façon dont on assure cette cohérence entre toutes nos politiques publiques. Et ça c'est un enjeu fondamental et aussi une attente très forte de la part de nos concitoyens.

**C'est sous présidence française aussi que quelques textes commerciaux importants, comme l'accord sur investissement avec la Chine vont revenir, donc cet accord qui était très critiqué par le Parlement européen et qui avait été suspendu par la Commission au printemps, d'après-vous, qu'est-ce qu'il faudrait faire de cet accord ?**

#### **Marie-Pierre Vedrenne**

Alors, juste sur l'accord avec la Chine sur la facilitation des investissements, pour l'instant il est gelé. Pour nous, Parlement européen, vous avez raison de souligner que quand cet accord a été conclu il y a eu une levée de bouclier de la part d'une très grande majorité de l'hémicycle. Vous avez vu également que maintenant des collègues du Parlement européen, et même au-delà du Parlement européen, des think tanks notamment, sont visés par des sanctions chinoises.

Au regard de la situation en Chine, que ça soit avec la minorité Ouïghoure ou aussi ce qui se passe à Hong-Kong, nous avons des débats cette semaine lors de notre session plénière. Pour nous le message il est clair, j'évoquais à l'instant la cohérence entre toutes nos politiques, c'est-à-dire qu'on ne peut pas d'un côté dire qu'on veut défendre les valeurs universelles des droits de l'Homme, et de l'autre conclure un accord dont on a du mal à voir les bienfaits économiques, avec une puissance qui ne respecte en rien les valeurs que défend l'Union européenne.

Donc à ce stade, cet accord est gelé, je ne crois pas, en tout cas ce n'est pas la volonté du président de la République que de mettre l'accord sur la facilitation des investissements ou même d'autres accords commerciaux à l'agenda de la présidence française. Au contraire, la présidence française ça doit aussi être un *momentum* particulier pour refonder la politique commerciale européenne parce que, certes, il y a eu la revue des politiques commerciales et des nouvelles orientations, mais ça ne nous paraît pas suffisant dans la réorientation de la politique commerciale.

#### **David Cormand**

Je suis d'accord avec ce qui vient d'être dit, j'ajouterais que je pense que nous arrivons à la fin d'un cycle d'accompagnement du libéralisme mondialisé via les accords de libre-échange. Je veux dire que ce cycle-là a duré depuis les années 90, les années 2000 et jusqu'à maintenant. Et je pense que tout le monde est en train de comprendre les limites de cette croyance en le progrès conditionné par des accords de libre-échange qui ensuite, encore une fois un peu comme par magie, renforceraient la démocratie dans tous les pays du monde et renforceraient le leadership, y compris de l'Union européenne. Et d'ailleurs le terme de « souveraineté ouverte », cet oxymore comme disait ma collègue, soulève bien les contradictions qu'il y a entre la feuille de route initiale de l'Union européenne qui était « libéralisons les échanges » et le fait qu'aujourd'hui cela a mené à une perte de contrôle sur notre subsistance, j'en parlais tout à l'heure.

Donc je me félicite plutôt de cette fin de cycle, c'est-à-dire qu'à un moment il ne faut pas que l'Union européenne soit les derniers goyaux à être les ultra-libéraux alors que tout le monde est en train d'y revenir. Même Monsieur Biden qui n'était pas le dernier dans les années 80 et 90 revient sur ces choses-là, et donc il faut que l'Union européenne ait le courage et la lucidité de revoir sa doctrine en la matière.

Et ce que je vous disais tout-à-l'heure, comment l'Union se positionne stratégiquement sur ces sujets et je crois vraiment que, par rapport à la logique expansive de la Chine d'un côté et des États-Unis qui est plus ancienne de l'autre, je pense qu'il faut une troisième voie que j'ai évoquée tout à l'heure, de l'Union européenne, qui est au fond de venir vers un modèle qui n'est plus un modèle où on continue de s'étendre sans fin. C'est-à-dire que ce n'est plus la question des limites, qui percute d'ailleurs la question des limites planétaires, des limites écologiques. C'est-à-dire que le modèle de l'Europe occidentale qui assoit sa puissance sur les nouvelles frontières permanentes et sur une zone d'extension permanente, où on va encore une fois accaparer ces richesses, ne tient plus pour des raisons éthiques, pour des raisons morales, mais il ne tient plus non plus pour des raisons physiques, qui sont les limites planétaires.

Donc, repenser, c'est un vrai défi, parce que notre culture occidentale européenne elle est indexée sur cet imaginaire des nouvelles frontières. Les nouvelles frontières aujourd'hui ce n'est pas la conquête de nouvelles frontières géographiques, c'est la conquête de nouvelles frontières - j'ai envie de dire - mentales, imaginaires, où l'on n'est plus dans la croissance infinie mais sur le bien-être, les valeurs, et peut-être on y reviendra, les questions des valeurs humaines, de la convivialité, de la qualité de vie, de la protection de la nature et de l'environnement, et tous ces sujets.

Donc, on est vraiment dans un *momentum*, mais qui doit être aussi un moment d'introspection sur la promesse initiale de l'Union européenne qu'était la promesse de paix et de prospérité mais qui s'appuyait sur ce que j'ai décrit. C'est-à-dire qu'on continue de s'étendre en termes de puissance économique et je pense qu'il faut interroger ce qu'est l'objet social de l'Union européenne désormais, est-ce que c'est seulement la paix et la prospérité ? Je pense qu'il faut s'interroger sur ce que sont nos valeurs communes, et sur ce que nous voulons ensemble.

**On arrive au chapitre « Appartenance » des priorités de la présidence française. L'une des plus grandes inquiétudes aujourd'hui tourne autour du respect de l'État de droit par les États membres de l'Union Européenne. De la Hongrie de Victor Orbán à la Slovaquie de Janez Janša, qui est actuellement le Président du Conseil de l'Union européenne, les pressions sur le pluralisme des médias, l'indépendance de la justice ou encore le respect des droits des minorités ou des droits des femmes se font de plus en plus fortes. Qu'est-ce que peut faire l'Europe, le Conseil, le Parlement, la Commission pour enrayer cette dynamique inquiétante, et est-ce qu'il y a un rôle particulier pour la France à jouer pour présidence 2022 sur ce sujet ?**

#### **Marie-Pierre Vedrenne**

Je vais repartir de ce que vient de dire David Cormand pour répondre à votre question, je suis assez d'accord avec lui notamment sur ce qu'il disait à la fin de son intervention. Qu'est-ce qui fait sens au niveau européen ? On vit ensemble, on vit sur le même continent, mais qu'est-ce qu'on veut réellement bâtir ensemble ? Et effectivement il y avait un projet commun de paix et de prospérité, mais maintenant, quel est le projet commun qui fait sens pour tous les Européens ? C'est là que je pense qu'on a énormément à faire, notamment pour avoir une démocratie européenne qui se développe, un espace public européen aussi, parce que, vous évoquiez l'ensemble des institutions, on le voit aussi nous avons 27 narratifs complètement différents, où chacun, parce qu'on a des histoires différentes, des intérêts différents. L'Union Européenne doit construire et bâtir réellement un projet pour l'ensemble des citoyens, ensemble, pour répondre aux défis auxquels nous sommes confrontés.

*Par rapport à la logique expansive de la Chine d'un côté et des États-Unis qui est plus ancienne de l'autre, [...] il faut une troisième voie [...] de l'Union européenne.*

David Cormand

Alors, plus particulièrement, sur la question des valeurs européennes, du respect de l'État de droit et de ce qu'on peut faire au niveau des démocraties libérales en Europe. On voit bien un des éléments, aussi fondamental, c'est le levier financier. Le Parlement européen est là aussi, l'ensemble des groupes politiques, plus particulièrement l'échiquier de Renew des Verts, des Socio-Démocrates ont poussé pour la conditionnalité. On voit les débats que nous avons eu sur le plan de relance hongrois : au bout d'un moment il faut qu'on soit très clairs, et il faut que la Commission européenne, qui est là pour défendre l'intérêt général européen, le défende réellement, et quand les Etats ne respectent pas les valeurs du projet européen qui sont, même plus au-delà que des valeurs du projet européen, des valeurs universelles, on coupe l'accès aux financements européens. On ne peut pas d'un côté dire « on fait partie de l'Union européenne pour avoir les financements européens », et de l'autre dire que les valeurs, « on verra plus tard ».

Donc je crois que la conditionnalité et la mise en œuvre réelle de cette conditionnalité c'est un point fondamental sur lequel le Parlement européen doit-être intraitable, et sur lequel la France aussi doit-être intraitable pendant la présidence française.

### **David Cormand**

La question de l'appartenance, comme je le disais tout à l'heure au début de notre échange, c'est l'appartenance à quoi ? La logique de l'Union européenne, jusqu'à maintenant, c'est entre autres un libre marché, et c'est aussi la logique des frontières. Qu'est-ce qui définit la logique européenne ? Ce sont des frontières. Moi je ne crois pas que ça soit ça, ce qui définit l'Union européenne, si l'on considère que c'est une entité politique et pas seulement une entité administrative qui régule un marché. Si on pense ça, ce qui définit l'Union européenne c'est l'appartenance à des valeurs, ça n'est pas des frontières, ce sont des valeurs. Et là on a un sujet, c'est qu'il y a eu un grand malentendu.

Je me rappelle que Daniel Cohn-Bendit en parlait très bien en 2009, sur la construction initiale de l'Union européenne c'est le « rêve du Rhin », c'est la réconciliation après la Deuxième Guerre mondiale. Et puis, c'est le « rêve de l'Oder », la réconciliation avec l'ancien bloc soviétique. Et ensuite il y avait le rêve du Bosphore, c'est-à-dire que c'était cette logique expansionniste géographique. On voit que cette vision-là, qui avait son sens, aujourd'hui ça ne fonctionne pas, c'est-à-dire qu'il faut qu'il y ait une communauté d'idées et de valeurs.

Donc je suis d'accord avec le fait qu'il faut interroger fortement le fait que, ce qu'on appelle le bloc illibéral, c'est-à-dire une sorte de synthèse avec la brutalité du libéralisme économique conjugué avec l'autoritarisme, et le rejet de l'autre et notamment des minorités, est-ce que ça c'est compatible avec le projet européen. Pour moi, la réponse est non, mais si on répond non à cette question, il faut aller au bout de cette logique. Est-ce qu'il faut encore considérer que ça n'a pas été une erreur d'élargir géographiquement aussi rapidement l'Union européenne sans avoir avant consolidé nos valeurs communes. La République française c'est « Liberté, Egalité, Fraternité », c'est un corpus de valeurs qui nous fédèrent, au moins autant que nos frontières, eh bien l'Union européenne c'est pareil. Or ça, ça n'a pas été consolidé. Et c'est ça que l'on paye.



Mais si je peux me permettre, il y a le problème flagrant de l'État de Droit, mais on a d'autres problèmes sur des valeurs communes. Je pense aux États qui sont encore des paradis fiscaux. Alors, évidemment sur les valeurs c'est moins grave mais c'est un vrai sujet. Est-ce que c'est logique de continuer à tolérer que la France se fait barboter des recettes fiscales parce que des voisins à l'intérieur de l'Union européenne font du dumping fiscal. Tous ces sujets-là, il va falloir quand même les poser, les assumer, et surtout les résoudre. C'est-à-dire qu'on a une stratification de différences de valeurs et de visions qui s'ajoutent, s'ajoutent, s'ajoutent, ce qui fait qu'à la fin, on a quelque chose qui est très difficilement soluble.

Donc maintenant il faut s'y atteler, ce n'est pas uniquement autour de la présidence française en six mois, même si Emmanuel Macron est très fort, mais là je pense que même pour lui ça va être compliqué de résoudre ça en six mois. Mais ce sont des vraies questions existentielles pour l'Union européenne. Soit il y a un saut fédéraliste, définition de nos valeurs communes, un saut démocratique presque, soit nous allons assister à un système de régression, et dans le meilleur des cas l'Union ne deviendra plus qu'une zone de libre-échange. Il y a vraiment ce grand débat, cette prise de conscience qu'il faut avoir. Je pense qu'elle est très présente chez beaucoup d'entre-nous. Je pense qu'il faut la partager avec les citoyennes et citoyens européens.

**Quand on parle de la question des valeurs, il y a bien sûr la question des réfugiés, il y a aussi comme au Danemark récemment, en Italie ou en Grèce, juste pour exemple mais on pourrait citer d'autres pays, une tendance marquée en faveur d'une gestion très dure des questions migratoires, pouvant emporter malheureusement une remise en question des droits fondamentaux de l'asile. Est-ce qu'on peut construire le sentiment d'appartenance des Européens sur cette « forteresse Europe » selon vous, et est-ce qu'il y a un rôle à jouer sur cette question migratoire pour la France durant la PFUE ?**

#### **David Cormand**

C'est un peu la même réponse, mais j'ai envie de vous dire que, si on construit l'Europe sur un modèle « Europe forteresse », ça veut dire qui ne se définit avant tout par ces frontières, on sait qui aura gagné idéologiquement et dans ce cas-là ça ne vaut pas le coup de mettre dehors Orbán. C'est-à-dire que c'est lui qui a gagné, que la définition, la victoire idéologique de ce que sera l'Union européenne, c'est une Europe forteresse. Si on n'est pas d'accord avec ça, il faut assumer, et y compris il faut assumer l'accueil des réfugiés, le rôle qu'on a quand on voit les images terribles à nos frontières financées par l'Union européenne. Quand on parle de nos relations avec la Turquie, pourquoi est-on mal à l'aise, notamment dans les rapports de force avec la Turquie, parce qu'on lui a sous-traité, moyennant finances, la maltraitance et le blocage d'un certain nombre de réfugiés, pareil avec la Libye, pareil avec ce qu'on laisse faire en Grèce à la frontière, et ce qu'on fait dans la Méditerranée etc. Et donc là il y a aussi une question qui pour moi est existentielle.

Il y a aussi un autre sujet, parce que vous citez des exemples qui pour moi sont très importants à avoir à l'esprit, notamment au Danemark où c'est un gouvernement dirigé par les sociaux-démocrates qui mettent en balance ce qu'on appelle l'État Providence chez les sociaux-démocrates. C'est ce qui justifie le fait de pas pouvoir accueillir des réfugiés. Et ça, c'est une question fondamentale, parce que, dans une période où ça va bien économiquement, l'État Providence, qui par définition est providentiel pour ceux qui appartiennent à la Nation et à l'État qui le met en œuvre, peut faire aussi pour ceux qui ne sont pas dans cette communauté d'État Nation. Dans une période de récession et de complications, y compris de crise identitaire, sur ce que nous sommes, en quoi nous sommes différents de tels ou tels, ça crée ce résultat. Donc là, il y a une réflexion politique fondamentale à avoir sur ce qu'on appelle l'État Providence, qui est un acquis de la sociale démocratie du 20<sup>ème</sup> siècle, mais qui est percuté par des réalités géopolitiques et identitaires nouvelles, et là je pense que l'Union européenne a un rôle historique à faire. C'est-à-dire que ce qui restera de nous ça sera la manière, et pour l'instant c'est dramatique, dont nous aurons traité les demandeurs d'asile et des migrants.

Aujourd'hui, on va se dire les choses, en termes de valeur nous sommes en dessous de tout et je ne sais pas si la France aura la volonté et la capacité d'affronter en assumant cette question qui est la question du règlement de Dublin. C'est hallucinant qu'on continue à tolérer que ça soit un des pays de l'Union dans lequel une personne réfugiée arrive qui est dépositaire. Cela devrait être mutualisé, c'est-à-dire que quel que soit le pays de l'Union européenne dans lequel arrive un réfugié, c'est à la charge de l'ensemble des pays qui composent l'Union européenne d'assumer cet accueil. Ce n'est pas si colossal à faire, mais on voit bien que la maison brûle et on regarde ailleurs, les réfugiés se noient et on regarde ailleurs également. C'est-à-dire qu'il y a quand même là quelque chose qui m'interroge sur ce que nous sommes en termes d'entité politique, soi-disant dépositaires de valeurs humanistes et universalistes.

### Marie-Pierre Vedrenne

Je voudrais, avant de répondre à la question, revenir sur les propos qu'a eu David Cormand à votre question précédente, ce n'est pas ce qu'il a dit exactement mais je pense que c'est important de le dire. Par rapport aux frontières et par rapport à une sortie de certains États qui ne respecteraient pas les valeurs européennes. Je crois qu'il faut aussi faire très attention dans notre discours commun où on pointe toujours du doigt soit la Hongrie soit la Pologne. À certains moments, il faut faire une distinction entre des chefs d'État qui sont là à un moment donné, et le peuple hongrois ou polonais, parce qu'on voit leurs mobilisations aussi.

Moi j'ai la chance d'être dans un groupe politique où j'ai deux jeunes hongroises qui sont députées européennes qui font partie de *Momentum* et qui sont pleinement engagées, parfois en subissant des menaces de mort, pour lutter contre Victor Orbán. Et je crois aussi que notre rôle entre parlementaires, et le rôle de l'Union européenne, c'est de les appuyer dans leurs combats, dans leurs pays, pour lutter contre des personnalités telles que Victor Orbán. C'est important de ne pas jeter opprobre sur des pays, parce qu'en fait on alimente aussi le discours de certains chefs d'États et de gouvernements qui sont là à un moment donné. Nous devons aussi effectuer ce travail dans nos États pour pouvoir appuyer nos collègues qui font un travail formidable dans leurs États. Après, il y a d'autres points comme la question des ingérences, d'autres points sur lesquels on pourrait revenir.

Sur la question migratoire particulièrement je suis tout à fait d'accord avec ce qu'a dit David Cormand, je crois qu'il est obligatoire d'arrêter de courir derrière le Front national et les replis nationalistes. On a un devoir, et on l'a dit, l'Union européenne est basée sur des valeurs, il doit y avoir un sens commun et on doit protéger l'ensemble des demandeurs d'asile. Celle qui a sauvé l'honneur de l'Union européenne au moment de la crise des réfugiés, c'est Angela Merkel, et heureusement qu'elle était là. Alors on peut revenir sur les raisons, sur pourquoi elle l'a fait etc., mais quand même, ça doit nous interpeller collectivement sur les débats qu'on a effectivement au Parlement européen sur la réforme du règlement Dublin, et on doit être très clairs sur le fait qu'on ne doit pas prôner le repli nationaliste et qu'on doit porter l'accueil de ceux qui en ont véritablement besoin parce qu'il faut rappeler sans cesse qu'on ne quitte jamais son pays par plaisir.